

**Nikos Panayotopoulos**

*Centre de Recherches et d'Etudes en Sciences Sociales, Université Marc Bloch, Strasbourg ;  
Université de Crète*

## LA CONVERSION DE L'ETAT GREC A L'ECONOMISME DOMINANT

J'ai besoin de dire, dès le début, que je ne me sens pas spécialiste de la question que j'ai décidée de traiter. Le sentiment que je ferai figure d'amateur parmi les professionnels, a été renforcé par les dernières modifications que j'ai faites au contenu de ce que j'avais l'intention de présenter. Je vais donc essayer — s'appuyant sur une série de données et d'indices rassemblés dans les différentes recherches en cours que nous menons et dont une partie porte sur la conversion de l'état grec à l'économisme dominant— de contribuer un peu à la compréhension des conditions de possibilité de la mise en œuvre et des effets des mécanismes de l'impérialisme culturel et de la domination internationale symbolique. J'ai conscience que le caractère improvisé de mon discours peut impliquer un certain nombre de propositions hasardeuses mais je crois qu'il faut prendre des risques. Je parlerai de la Grèce, en essayant d'aller au-delà d'une analyse particularisante.

Les analyses de l'impérialisme culturel qui ont eu comme but de dépasser les discussions sur les dimensions les plus visibles de la soumission d'une "nation" à une autre, en mettant l'accent sur l'imposition culturelle et linguistique, ont conduit à une coexistence dans ce domaine d'un économisme réducteur à côté d'un idéalisme fonctionnant comme un "couple épistémologique" parfait. Il semble qu'on peut travailler dans la perspective de bâtir une économie des phénomènes de domination internationale symbolique et étudier la logique spécifique de la production et de la circulation des idées et des hommes. C'est dans ce sens que je voudrais contribuer à clarifier quelques aspects de ces phénomènes.

La position de la Grèce dans le système de domination internationale a une longue his-

toire. Pendant la domination ottomane et dans certaines régions, comme les îles ionniennes et la Crète, la vie culturelle et intellectuelle a été influencée intensément par l'Italie de la Renaissance (du 15<sup>ème</sup> jusqu'au 16<sup>ème</sup> siècle), tandis que les centres urbains les plus importants ont été influencés décisivement par les Lumières françaises (milieu du 18<sup>ème</sup> siècle). A la fin du 18<sup>ème</sup> siècle et même plus tard, lors de l'apogée de la lutte pour l'indépendance, l'influence française a été dominante. Pendant le premier siècle après l'indépendance, la culture française suivie par la culture allemande un peu plus tard, ont exercé un pouvoir quasi absolu sur l'éducation scolaire et universitaire. L'Université d'Athènes, par exemple, fut fondée en 1836 et elle fut organisée d'après les modèles bavarois. Plus de 50% de ses professeurs avaient fait des études dans des universités allemandes, tandis que 30% à peu près avaient fait des études dans des universités françaises. Pendant le 20<sup>ème</sup> siècle, ce sont les influences britanniques sur le champ éducatif et culturel qui ont été particulièrement fortes ; pourtant la domination anglo-saxonne a été relayée juste après la deuxième guerre mondiale par la présence américaine qui se fait sentir dans tous les domaines de la vie éducative et culturelle. Certes la Grèce ne constitue pas un cas particulier. Par contre, elle offre un exemple typique de la plupart des pays-récepteurs d'une aide technique. Après 1947, la souveraineté américaine s'est fait bien davantage sentir, en Grèce comme ailleurs, puisque les liens bilatéraux — politique, militaires, techniques et technologiques — ont été renforcés. Sans entrer dans les détails, on se limitera à noter que l'aide technique a été transférée dans tous les domaines de la vie économique. Un système dual se constitue, d'un côté, avec des spécialistes qui sont ex-

pédiés des U.S.A. pour donner leur avis et souvent imposer des règles dans plusieurs domaines de l'action étatique et, de l'autre côté, par des Grecs stagiaires qui sont appelés, en tant que boursiers, à l'étranger pour participer à des programmes d'éducation technique et professionnelle. La plupart de ceux-ci ont fonctionné, en règle générale, comme des canaux de transplantation de techniques et de méthodes, en adoptant tout ce que les organismes internationaux et le capital multinational considéraient comme approprié. Ces programmes d'aide technique et les programmes éducatifs ont fortement contribué, en combinaison avec l'efficacité d'exposés détaillés des motifs, à la formation de la politique gouvernementale.

Les critiques développées en Grèce contre le modèle techno-économique qui évalue l'éducation en termes d'efficacité ou contre le modèle bâti sur "la programmation du potentiel humain" pour définir les besoins et le contenu des échanges éducatifs ou de l'aide technique, se sont intégrées, plus ou moins, dans ce que l'on a appelé les théories de la dépendance, qui, sous le prisme du modèle "centre-périphérie", se sont efforcées soit de décrire, à travers une analyse de l'impérialisme culturel, les manières d'imposer les catégories de pensée et d'action économique et culturelle légitimes du centre, soit d'analyser, à travers un économisme mécaniste, les phénomènes culturels dans la perspective de leur contribution à la reproduction croissante du capitalisme, en tant que système économique, avant de finir — dans les conditions de la période de

la dictature —, par favoriser, au niveau politique, un anti-impérialisme idéologique associé à une sorte de populisme et nationalisme, qui permettait l'attribution de tous les maux au centre impérialiste et à ses mécanismes.

De l'autre côté, les très rares analyses qui ont mis l'accent sur la nécessité d'étudier "les facteurs indigènes" pour critiquer l'aspect de la "théorie en tournée" des théories de dépendance, pour utiliser une expression de E. Said<sup>1</sup>, n'ont pas tiré les conséquences de la proposition d'étudier les différenciations importantes des "diverses formes de pénétration" d'une société dominée en fonction de la "dynamique des élites".

En effet, le plus souvent on se place du côté des "centres" dominants pour saisir les conditions et les effets de leur domination culturelle, pour étudier leurs stratégies d'import-export symbolique, et leurs mécanismes de reproduction de leur domination. Mais qu'en est-il des variations du rapport de domination dont le principe se situe du côté de l'espace dominé ? S'il est vrai aussi que la circulation des idées et des hommes entre les centres culturels dominants et les espaces dominés ne fonctionnent qu'autant que les agents des espaces dominés y trouvent leurs intérêts<sup>2</sup> et qu'il est bon de rappeler que les dominés contribuent toujours à leur propre domination, c'est donc la structure de l'espace social propre au champ culturel international qu'il faut explorer et dont je vais essayer de présenter quelques principes d'analyse très généraux suscepti-

<sup>1</sup> S. Pasmazoglou : *Echanges Educatifs et Aide Technique en Grèce d'après-guerre*, éd. Sakkoulas, Athènes, 1995, pp. 45-50. Cf. A. Dimaras: "Greek Education : A Story of Frustrated Reform" in *Education in Greece Today : Journal of the Hellenic Diaspora*, VII (1-2), spring 1981 ; K. Tsoukalas: *Dépendance et Reproduction*, éd. Themelio, Athènes, p. 977 ; S. Pasmazoglou: *Education et Développement*, éd. Themelio, Athènes, 1981.

<sup>2</sup> E. Said : *The World, the text and the critic*, Harvard University Press 1983, pp. 226-247. E. Said : *Culture et impérialisme*, tr. V.Lappa, éd. Nepheli, Athènes, 1996.

<sup>3</sup> C. de Montlibert : *Domination sociale, champ intellectuel, circulation des idées et des hommes...* in Grize F., (ed.) *Communication et circulation des informations, des idées et des personnes*, Lausanne, Publication de l'Université de Lausanne, 1995.

bles de rendre aussi compte, en partie, de la conversion de l'état grec à l'économisme dominant.

D'une manière générale, on pourrait dire que, sans que la Grèce ne soit jamais une colonie, le système scolaire grec n'a jamais exercé un monopole sur la formation des dirigeants et que le passage par les institutions éducatives étrangères faisait et continue à faire partie des conditions même de la reproduction des classes supérieures. Les investissements éducatifs internationaux ont des gains sociaux et symboliques très importants et les formations à l'étranger font en quelque sorte office de grandes écoles, une sorte de "méta-études" : ces formations étrangères apportent une préparation aux carrières les plus nobles et aux secteurs les plus privilégiés et elles facilitent les passages entre les différents secteurs, alors que les établissements nationaux se limitent le plus souvent à des formations inférieures<sup>4</sup>.

Dans la mesure où le passage par les établissements étrangers tend à commander de plus en plus étroitement l'accès aux postes prestigieux du champ du pouvoir, il faut repenser le champ universitaire grec dans une double relation, avec le champ de pouvoir international d'une part avec le champ universitaire international d'autre part.

N'ignorant pas la démesure du projet de confronter la structure du champ universitaire grec à la structure du champ du pouvoir international et à celle du champ universitaire international et d'essayer de démontrer que la première est unie aux deux autres par des relations d'homologie structurale et, à travers celles-ci, par des relations de dépendance causale d'une forme très particulière,

on ne peut que se limiter à proposer quelques hypothèses à caractère provisoire.

La distribution des choix des étudiants, c'est-à-dire de s'orienter vers tel ou tel pays, telle ou telle discipline ou spécialité dans un pays, semble étroitement liée à la distribution de la structure du capital hérité, c'est-à-dire au poids relatif du capital économique et au capital culturel dans leur patrimoine. En supposant que le champ du pouvoir international s'organise autour de l'opposition entre les pays dominants économiquement mais dominés culturellement, et les pays dominants culturellement mais dominés économiquement, nous pouvons avancer que le choix du pays s'effectue sur la base d'homologies structurales : l'homologie entre l'opposition fondamentale du champ du pouvoir international — celle qui s'établit entre les "pays intellectuels" et les "pays du pouvoir" — et l'opposition qui, dans le champ national du pouvoir, sépare le pôle intellectuel et le pôle du pouvoir économique ou politique. A cette homologie de position correspondent des homologies dans les styles de vie et les projets intellectuels, dont le principe est le poids relatif de l'économique et du culturel dans le patrimoine hérité. C'est ce rapport fondamental qui, intériorisé, se trouve converti en structure génératrice des performances pratiques comme le choix des pays, des établissements ou, dans un ordre plus général, la priorité accordée à la lecture ou aux sports, au Monde ou au Financial Times etc. C'est parce que le choix d'un pays présuppose des catégories de perception et d'appréciation acquises à travers l'expérience d'un champ national qu'il faut étudier parallèlement l'histoire des institutions pédagogiques nationales, le champ national de production culturelle et l'évolution de leurs relations avec le champ du pouvoir national et international.

<sup>4</sup> Panayotopoulos N. avec la collaboration de Panos Gheorgiou : Une école pour "les citoyens grecs du monde". Les enjeux nationaux de l'international. *Regards Sociologiques*. 2000, N°19, pp. 29-55

On peut aller plus loin. Il faut aussi étudier les opérations pratiques de sélection objective et subjective au terme desquelles les jeunes, issus des différents secteurs du champ national du pouvoir, se tournent vers les différentes institutions étrangères, de telle manière que l'on trouve en chacune d'elles le plus possible d'individus issus du même secteur du champ national du pouvoir. Les pays d'étude sont distribués selon deux principes de hiérarchisation indépendants : la hiérarchie sociale des pays et celle de leurs établissements scolaires. Celle-là que l'on peut établir en s'appuyant sur des indices objectifs, comme la valeur accordée au titre d'ancien élève sur les différents marchés et en particulier dans les entreprises, est à peu près inverse à la hiérarchie proprement scolaire définie à partir des indices scolaires. Ces hiérarchies structurent un champ spécifique qu'on peut appeler champ culturel international dans lequel les pays, avec leurs agents et leurs institutions, sont engagés dans la lutte pour le monopole de la légitimité culturelle et au sein duquel les champs nationaux se trouvent pris, avec une autonomie plus ou moins grande.

Parler du champ culturel international, ou du secteur du champ du pouvoir international, c'est d'essayer d'échapper à l'alternative des discours sur l'unification culturelle mondiale harmonieuse ou sur la division conflictuelle entre pays, mais aussi au discours du sens commun sur les différentes "sensibilités des pays". A travers l'analyse de la structure des chances différentielles de profit qui sont objectivement offertes aux investissements par le marché culturel international, on peut mettre au jour le système de préférences (ou d'intérêts) et des propensions à investir dans cet instrument de reproduction qu'est le marché culturel international. C'est seulement ainsi que l'on peut saisir les différentes transformations de l'usage de cet instrument de reproduction en échappant aux appro-

ches anhistoriques, puisqu'on se donne à chaque fois la possibilité de mettre en relation l'état du patrimoine des agents, considéré dans son volume et sa structure, l'état de cet instrument de reproduction et son poids relatif dans le système national des instruments de reproduction et, donc, que l'on peut comprendre les transformations du système des stratégies de reproduction.

Tout semble montrer, si l'on considère le coût élevé des études à l'étranger et les données provenant d'enquêtes réalisées sur un nombre restreint d'étudiants dans divers pays, que la majorité des élèves sont issus des différentes fractions de la classe dominante et des fractions de la classe moyenne, surtout les plus scolarisées.

Nous pouvons dire que, comme le montre dans un autre contexte Pierre Bourdieu, l'action structurante qui s'exerce sur les étudiants des établissements étrangers, au travers notamment de la structure du rapport entre la valeur scolaire et la valeur économique ou symbolique du titre décerné par leur école, tend à redoubler et à renforcer (au moins chez ceux d'entre eux qui ont suivi la trajectoire modale) les dispositions qu'ils doivent au principe structurant de leur expérience originaire du monde (c'est-à-dire la structure du rapport qui s'établissait entre l'économique et le culturel dans le capital détenu par la famille) et qui ont sans doute grandement contribué à les orienter vers les points de l'espace scolaire (international) où ils se trouvent situés.

De façon générale, l'attraction pour les institutions des pays étrangers, qu'elles soient proches du pôle intellectuel ou du pôle économique, s'exerce d'autant plus puissamment que l'on se rapproche davantage de l'un ou de l'autre pôle du pouvoir national. Si les étudiants se distribuent dans les pays et les établissements scolaires selon leurs sensibilités différentielles aux pouvoirs tem-

poriels et aux prestiges intellectuels, il n'en reste pas moins que, en fonction des moments historiques, à cause des transformations du champ culturel et du champ du pouvoir international, le choix des étudiants peut se porter sur des institutions très différentes. Ces processus multiples ne peuvent être ressaisis que par l'histoire structurale de la relation entre les deux champs appréhendés en tant que tels.

Cette longue introduction a été nécessaire pour saisir un certain nombre de facteurs qui conditionnent, en grande partie, les transformations et les recompositions récentes du système politico-étatique grec dans le sens qu'impose l'agenda économique néo-libéral.

En effet, bien que, depuis la chute de la dictature, une grande partie des stratégies économiques de la Grèce se soit trouvée modifiée "dans le sens de l'ouverture aux capitaux internationaux, l'élaboration d'une politique de lutte contre l'inflation et que les politiques d'"ajustement structurel" promues par les grandes organisations internationales, soient devenues une donnée"<sup>5</sup> de l'environnement socio-économique du pays, ces dix dernières années la domination politico-économique étatsunienne, consistant à devoir appliquer des techniques de gestion issues des Etats Unis, est devenue capitale.

Pour donner une idée, il suffit d'évoquer la vague de privatisations commencée au début des années 90, l'encadrement des salaires et la réorganisation du secteur public, l'augmentation de la flexibilité du marché du travail, la dérégulation du rôle protecteur de la législation du travail, le changement du mode de fonctionnement des entreprises publiques passant de la négociation à la décision unilatérale de la direction, sans partici-

pation des syndicats etc... qui ont entraîné une baisse de 11,5% du coût du travail alors qu'il ne diminue que de 4,5% dans l'ensemble de l'Europe.

Certes, toute une série de conditions initiales ont permis l'amplification de ce phénomène : crise économique qui — après la récession du modèle d'accumulation suivi jusqu'au milieu des années 70 (axé autour des investissements directs étrangers et les investissements dans le bâtiment), la transformation profonde du mode d'insertion de l'économie grecque dans la division internationale du travail, passant d'une situation de protection et de structures monopolistiques à des modes de régulation sensiblement plus concurrentiels— manifeste la contradiction qui traverse l'économie grecque, celle d'une société qui, après avoir procédé à son intégration à la communauté européenne et par-delà au marché mondial, reste figée sur des structures inadaptées pour affronter les tensions et les contraintes résultant de son propre choix d'une économie ouverte<sup>6</sup> ; crise du système éducatif corrélative à l'inflation des titres scolaires engendrée par la généralisation du mode de reproduction à composante scolaire<sup>7</sup> ; la disqualification progressive des forces syndicales à cause du développement d'un modèle syndical sur la base d'une bureaucratisation écrasante et d'une spécialisation qui les privent de leur rôle historique<sup>8</sup> ; haut degré de dépendance économique et politique à l'égard des Etats-Unis<sup>9</sup> ; reprise en main des médias par un petit groupe de forces industrielles et finan-

<sup>5</sup> F. Lebaron : «L'impérialisme économique. Eléments pour une recherche comparative», *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, No 121-122, pp. 104-107.

<sup>6</sup> T. Gianitsis : «L'industrialisation miracle», *Temps Modernes*, No 473 (1985), pp. 937-960.

<sup>7</sup> N. Panaytopoulos : «Oppositions sociales et oppositions scolaires» : le cas du système d'enseignement supérieur Grec. *Regards Sociologiques*. 2000, N°19. pp. 57-74.

<sup>8</sup> K. Kasimati (s.d.) : *Le mouvement syndical grec à la fin du 20<sup>ème</sup> siècle* éd. Gutenberg, Athènes, 1992.

<sup>9</sup> S. Pasmazoglou : *Echanges éducatifs...*, op. cit.

cières dominantes<sup>10</sup> ; faible capacité des structures nationales à produire leur propre définition de l'excellence<sup>11</sup> ; affaiblissement organisationnel des forces politiques et l'incapacité croissante d'orienter le réseau de distribution et de partage du capital politique.

S'il est vrai, d'une part, comme cela a été établi par d'autres analyses, que la réduction de l'aire d'emprise et de la capacité interventionnelle étatique, (surtout en matière de régulation économique et de protection sociale), légitimée par les politiques libérales, dépend surtout des agents du champ politique, des agents qui occupent des positions dominantes dans le champ économique, des intérêts des agents des différents niveaux administratifs, et de ceux des agents du champ intellectuel chargé de la diffusion et de la légitimation des représentations correspondantes<sup>12</sup> et que, d'autre part, le degré d'indépendance par rapport à ce modèle peut se mesurer aux propriétés scolaires et sociales des agents chargés d'élaborer et de "mettre en œuvre" les stratégies de cette politique économique<sup>13</sup>, on peut, à travers quelques exemples et des indices tirés des enquêtes en cours, illustrer le fait que la mise en cause de la régulation imposée par l'état grec, conçue sur le modèle anglo-saxon, trouve sa source dans des transformations des positions dominantes dans l'espace social et dans des stratégies des agents qui les occupent qui ne prennent leur sens qu'à l'échelle du champ du pouvoir et du champ culturel international.

Prenons quelques exemples. D'abord, si on sait qu'en Grèce, pour suivre une carrière politique, un diplôme universitaire et une formation à l'étranger s'avère être indispensables<sup>14</sup>, on constate, ces dernières années, deux tendances qui deviennent de plus en plus fortes ; la première montre que les agents politiques ont de plus en plus mené leur formation à l'étranger, dans les pays anglo-saxons, et la seconde tendance montre que leur carrière s'est souvent accomplie dans le secteur privé, tendance qui va de pair avec la position de plus en plus dominante des agents qui doivent leur position à un capital économique, notamment pour les nouvelles générations qui se différencient de ceux qui doivent leur position à l'ancienneté de leur intégration au parti<sup>15</sup>.

En effet, si on observe les cadres gouvernementaux, les sommités des partis, les conseillers politiques occupant des positions institutionnalisées, les sommités des entreprises, des organismes du secteur public et des banques majeures d'Etat, ainsi que les sommités des délégations grecques dans les organismes internationaux divers (OCDE, FMI, ONU, OTAN, CE), il semble que par leur trajectoire scolaire, professionnelle et géographique, le haut personnel politique des principaux partis (de gauche et de droite également) et surtout celui qui occupe les positions dominantes dans les secteurs économiques de l'Etat, représente un noyau de plus en plus fort qui a modifié les équilibres internes au champ du pouvoir, en dérégulant les carrières, au profit des "technocrates" et des "eurocrates", pour lequel le monde nord-américain est le premier espace de référence<sup>16</sup>. Ces caractéristiques sont plus fortes

<sup>10</sup> N. Leandros : *Imprimés de communication médiatique en Grèce*, éd. Delphini, Athènes, 1992.

<sup>11</sup> N. Panayotopoulos : «Une école pour les citoyens grecs du monde : les enjeux nationaux de l'international», *Regards Sociologiques*, op. cit.

<sup>12</sup> C. de Montlibert : *La Domination Politique*, PUS 1997, pp. 228-254.

<sup>13</sup> F. Lebaron, op. cit.

<sup>14</sup> N. Panayotopoulos : «Les "Grandes Ecoles" d'un petit pays», *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, No 121-122 (1998), pp. 77-91.

<sup>15</sup> P. Kiprianos : *Intérêt public et valeur sociale de la politique*, éd. Plethron, Athènes, 1997.

<sup>16</sup> D. Sotiropoulos : *Bureaucratie et pouvoir politique*, éd. Sakkoulas, Athènes, 1998.

quand on se réfère aux hauts fonctionnaires qui investissent les instances internationales et qui sont ceux qui, lors du retour sur le marché national, conquièrent rapidement des positions dominantes. Ils contribuent, par là, à une transformation/recomposition de l'administration étatique en appliquant une politique d'inspiration néo-libérale justifiée par les "contraintes internationales".

Si on examine par ailleurs l'évolution du champ économique, on constate que, si immédiatement après la guerre une formation universitaire avait encore un poids restreint pour accéder aux positions dominantes de ce secteur, aujourd'hui la situation semble s'être sensiblement modifiée : les titulaires d'un diplôme universitaire en sciences économiques, en gestion des entreprises ou encore issus des écoles polytechniques, en partie ou en totalité formés à l'étranger, aux Etats-Unis ou au Royaume-Uni bénéficie des conditions nécessaires d'accès aux postes de direction aussi bien au secteur industriel qu'au secteur bancaire<sup>17</sup>. Originaires du pôle du pouvoir économique et du pôle politique du champ du pouvoir national, ces agents s'orientent vers "les écoles de pouvoir des pays de pouvoir", attestant que l'attraction pour les institutions des pays étrangers, qu'elles appartiennent au pôle intellectuel ou au pôle économique, s'exerce d'autant plus puissamment que l'on se rapproche davantage de l'un ou de l'autre pôle du champ national du pouvoir. Originaires d'un pays dominé économiquement et culturellement, à cause du « faible degré de liberté à l'égard de la nécessité et des urgences immédiates qui s'y trouve assuré par l'état de techniques et des ressources économiques et culturelles disponibles »<sup>18</sup>, où l'élite se définit par sa connaissance des

cultures étrangères et par son acculturation aux normes occidentales, la référence au modèle américain devient pour les agents du champ politique et économique, dans une période de processus d'internationalisation et de transnationalisation, signe de distinction et de consécration des élites modernisatrices.

L'anglais étant devenu la condition sine qua non de l'appartenance à l'élite économique et politique de la Grèce, les universités américaines renommées étant investies d'un véritable charisme institutionnel, les membres des élites anciennes et des élites nouvelles en ascension, peuvent tirer bénéfice de leur passage dans une « grande » université anglosaxonne sous forme d'un « surcroît de légitimité sociale » dans une phase de développement où les anciennes ressources de légitimité sont en voie de dévalorisation. Les diverses prestations qui accompagnent la vie universitaire dans les métropoles des pays anglosaxons, peuvent jouer le même rôle. A travers la sociabilité qui se crée entre les élites internationalement dominantes, se créent des bases « d'échanges, d'alliances ou de solidarité intellectuelles, politiques ou professionnelles » pour les membres des élites grecques.

Dans ce processus soumis à une forme de « diplomatie de l'esprit », la référence au néo-libéralisme et au monétarisme s'impose plus facilement dans le discours et la pratique des agents politiques et économiques nationaux, contribuant à former les goûts et plus largement le mode de vie qui précèdent leurs décisions.

Bien que basés sur ces éléments provisoires, il semble qu'on peut avancer que la double homologie structurale —entre l'opposition fondamentale du champ des établissements d'enseignement supérieur, (celle qui sépare les établissements nationaux et les établissements étrangers et institue une frontière

<sup>17</sup> N. Panayotopoulos : «Les "Grandes Ecoles" d'un petit pays», op. cit.

<sup>18</sup> P. Bourdieu : *Les Méditations Pascalienues*, Seuil 1997, p. 28.

sociale entre les grands « cadres » et les petits cadres), l'opposition du champ des institutions à l'étranger, (celle qui s'établit entre les écoles « intellectuelles » des pays « intellectuels » et les écoles de pouvoir des « pays de pouvoir »), et enfin l'opposition qui, dans le champ du pouvoir national, sépare le pôle intellectuel ou artistique et le pôle du pouvoir, économique et politique — est en partie au principe des conditions de la formation et de la pensée de la nouvelle internationale des dirigeants nationaux et de sa légitimité<sup>19</sup>. Et dans cette perspective on peut saisir les conditions sociales qui portent les agents de l'espace dominé à se faire complice des stratégies d'universalisation que certaines nations emploient pour justifier leur domination symbolique ; l'exemple de la Grèce fait apparaître que, finalement, les luttes internationales pour la domination symbolique et pour l'importation du principe de domination dominant « trouvent les fondements les plus sûrs dans les luttes au sein de chaque champ national, luttes à l'intérieur desquelles la définition nationale (dominante) et la définition étrangère sont elles-mêmes mises en jeu, en tant qu'armes ou en tant qu'enjeux<sup>20</sup>.

Parler du champ culturel et du pouvoir international, au sein desquels les champs nationaux se trouvent pris, mais avec une autonomie relative plus ou moins grande donne peut-être les moyens de comprendre mieux les phénomènes d'impérialisme culturel et de rendre mieux compte des effets des multinationales de la production symbolique, échappant aussi bien aux prises de positions réactionnelles des partisans d'une critique de la globalisation vue comme un

complot, qu'aux représentations naïvement œcuméniques véhiculées par les discours d'« international mind », « d'universal set values » et de « the world of learning is one ». On peut mieux comprendre, par exemple, pourquoi les Grecs cosmopolites de la bourgeoisie nationale menacés sur le marché national par les effets de généralisation du mode de reproduction à composante scolaire sont les premiers à trouver des voies de reconversion dans les carrières que leurs ouvre le nouvel espace international des dirigeants ; comment aussi certaines fractions en déclin des classes dominantes deviennent porteuses d'idéologies régressives qui, sous prétexte de se libérer de l'impérialisme, régressent vers des nationalismes (qui, eux aussi, sont des impérialistes). Une opposition très actuelle dans la Grèce d'aujourd'hui.

Mais il reste le problème politique. Si la circulation libre des hommes, la circulation libre des idées — comme l'a dit, il y a quelques années, le directeur de la revue *Annales* et président de l'Académie américaine des Sciences politiques et sociales, Richard Lambert — est un élément constitutif de l'intérêt national des Etats-Unis<sup>21</sup>, et plus généralement des espaces dominants, nous sommes obligés de poser en termes moraux le problème politique des rapports entre les espaces dominants et les espaces dominés, si l'on veut voir régresser les différentes formes de violences obscurantistes qui se développent de plus en plus souvent sous le masque d'une sorte de populisme-nationalisme<sup>22</sup>. Dans cette perspective, remplissant les conditions sociales et les possibilités

<sup>19</sup> P. Bourdieu : Deux impérialismes de l'universel, in C. Faure et T. Bishop (eds), *L'Amérique des Français*, éd. F. Bourin, 1992, pp. 149-156.

<sup>20</sup> P. Bourdieu : Les conditions internationales manquant de biens culturels, *Cahiers d'histoire des littératures romanes*, 14e année, 1-2, 1990, pp. 1-10.

<sup>21</sup> R. Lambert, *Durable Academic Linkages Overseas : A National Agenda*, *Annals*, 1987, pp. 140-153, in S. Pasmazoglou...op.cit.

<sup>22</sup> On peut, par exemple, réfléchir sur la nécessité d'investir collectivement les institutions qui produisent les conditions économiques et sociales facilitant le respect de la confrontation des expériences nationales et de coopération.



d'une pratique morale qu'on peut appeler, pour paraphraser B. Russel, « l'alternance des croyances », il est possible de dépasser le modèle diplomatique du néo-cosmopolitisme qui, sous la forme d'un cosmopolitisme stoïco-kantien, soutient un internationalisme idéaliste naïf méconnaissant le fondement des luttes internationales pour la domination<sup>23</sup>.

Cet investissement qui présuppose, comme l'ont bien vu certaines nouvelles formes d'actions collectives internationales, de la part des dominants, selon les termes de Pierre Bourdieu, une critique de leur propre universalisme et de la part des dominés une critique du particularisme, implique la recherche d'une nouvelle forme d'internationalisme qui ne peut passer que par une mise en question de la définition traditionnelle de l'Etat. Dans ces conditions, les nouvelles formes d'internationalisme peuvent dépasser l'alternative du patriotisme et de la « logique œcuménique » puisqu'on se donne le moyen, pour parler comme Hilary Putnam, d'intégrer les différentes traditions de la raison critique<sup>24</sup>.

L'invention d'un État universel, comme certains philosophes semblent le proposer, paraît pour le moment un projet très utopique. Par contre, il est certain que pour délé-

gitimer les visées impérialistes qui se cachent sous les différentes espèces de prétentions universalistes, pour ouvrir l'espace des possibles d'une nouvelle forme d'œcuménisme, il faut, en ce qui nous concerne, travailler d'abord à assurer l'autonomie des champs intellectuels nationaux. Dans un univers où la science est devenue un élément essentiel de l'organisation du monde et contribue largement à la légitimation/dé légitimation des rapports de domination, travailler pour l'autonomie du travail intellectuel est le prix à payer pour plus de liberté et une circulation des idées et des hommes moins dépendante des rapports d'Etats et de leurs exigences économiques. La généralisation d'une telle autonomie peut contribuer à porter les différents univers locaux à un degré supérieur d'universalisation et, à leur tour, porter les espaces sociaux correspondants à combattre la violence des commerces symboliques (aussi bien des impérialismes que des identitarismes sectaires), sous la forme spécifique qu'ils prennent dans cette période d'expansion du néolibéralisme. Acceptant qu'il y ait des conditions sociales, non « œcuméniques », de la structuration et de l'imposition de l'universel et que l'universel commence à se définir au moment même de sa mise en cause, on peut travailler, dans cette perspective, à créer les nécessaires nouvelles identités collectives<sup>25</sup>.

<sup>23</sup> Cf. Martha C. Nussbaum with Respondents, *For love of Country : Debating the limits of patriotism*, Beacon Presse, Boston, 1996.

<sup>24</sup> H. Putnam, *Pragmatism : An open question*, Blackwell, Oxford, 1995.

<sup>25</sup> Charles Taylor, *Multiculturalisme*, Ed. Polis, Athènes, 1997.